



Les projets 2021

SANTÉ

Assainissement pour 20 familles pauvres en milieu rural

Lieu : village de de Chinabay, commune de Kappalthurai (province Est), Sri Lanka

Projet

Le Sri Lanka a dû faire face à trente ans de guerre civile, ayant opposé la majorité cingalaise bouddhiste aux séparatistes des Tigres tamoul, hindouistes et musulmans - un conflit qui a fait près de 250 000 victimes et surtout touché les provinces Nord et Est du pays. De nombreuses familles ont dû être déplacées et vivent encore actuellement dans des conditions très précaires et insalubres.

Le projet est simple. Il s'agit de construire pour vingt familles, soit 88 personnes, vivant sous le seuil de pauvreté, des latrines individuelles répondant aux conditions d'hygiène élémentaire, respectueuses de l'environnement, et conformes aux recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé. Les familles ont été sélectionnées par Cielo (qui intervient au Sri Lanka depuis plusieurs années) selon différents critères : conditions de logement, présence d'enfants, équilibre culturel (familles cingalaises et tamoules en nombre égal) et également religieux - 7 familles bouddhistes, 7 hindouistes et 6 musulmanes - dans un pays où les relations interculturelles et interreligieuses restent très tendues, comme en témoignent les derniers attentats de 2019. Compte-tenu de leurs faibles ressources, les familles ne verseront aucune contrepartie financière ; mais les adultes participeront en apportant leur main d'œuvre aux ouvriers pour le chantier des latrines.

Objectifs

- Améliorer les conditions de vie et l'assainissement des villageois
- Réduire les maladies hydriques résultant d'un mauvais assainissement
- Soutenir l'emploi local (engagement d'ouvriers)

Nature de l'investissement

- Achat de matériaux
- Construction de 20 latrines familiales (avec porte et fosse septique)

Montant accordé : 5 500 € sur un budget de 15 000 €

Association partenaire : Cielo (*Coopération internationale pour les équilibres locaux*)

Construction de 2 puits pour des populations nomades du désert

Lieu : deux villages de la région d'Agadez, centre du Niger

Projet

Au Niger, seules 49% des zones rurales ont accès à l'eau potable. Et les régions pastorales sont davantage touchées, tels les campements d'Azzel et Alarcés, dans la région d'Agadez, peuplés de Touaregs. Les points d'eau y sont rares, et les enfants assurent les corvées d'eau à dos d'âne, passant des journées entières sur des pistes - aucune route ne dessert les campements - et ce au détriment de leur scolarité. De plus, chaque famille vit avec moins d'un euro par jour.

Les nomades, représentés par les chefs des deux villages, ont alors fait appel à *Les Puits du Désert*, présente dans cette région depuis 17 ans, et épaulée par son partenaire local.

Le projet répond à un besoin vital : sécuriser un accès proche et durable à l'eau potable. A la place de puits sommaires existants, creusés à la main par les habitants, il a été décidé de creuser et bétonner deux puits, puis de les équiper. Les adultes vont participer aux travaux de creusement, nourriront les ouvriers pendant le chantier et s'engagent ensuite à entretenir les puits. A cet effet, un comité de gestion va recueillir les cotisations annuelles des familles. Grâce à ces deux puits, pas moins de 4 500 personnes disposeront de points d'eau potable à moins d'1 km. Dans le prolongement de ce projet, il est prévu de construire une école en dur pour les enfants des deux villages.

Objectifs

- Améliorer les conditions de vie et la santé des familles nomades
- Favoriser la scolarisation des enfants (suppression des corvées d'eau)

Nature de l'investissement

- Creusement de deux puits
- Travaux de construction

Montant accordé : 14 000 € sur un budget de 40 000 €

Association partenaire : *Les Puits du Désert*

Construction de deux salles de soins dans un poste de santé

Lieu : communauté de Chenicham, département de Huehuetenango, ouest du Guatemala

Projet

52% de la population guatémaltèque vit sous le seuil de pauvreté, et le pays peine à garantir à tous ses concitoyens des services de santé élémentaires. On y compte 6 lits d'hôpital pour 10 000 personnes, tandis que les dépenses de santé courantes représentent 5,7% du PIB. Les zones rurales où vivent les populations autochtones mayas sont les plus touchées : la mortalité maternelle y est 2,2 fois plus élevée que dans le reste du pays.

Le projet, mené par *Epig* qui accompagne les communautés paysannes indigènes depuis plus de vingt-cinq ans, prévoit l'extension d'un poste de santé existant à Chenicham, dans la microrégion de San Miguel Acatan. Deux salles de soins supplémentaires et des toilettes seront construites. Ces travaux permettront ainsi aux professionnels de santé (infirmier à plein temps, médecin, accoucheuses) de s'adresser à la population des quatre communautés vivant aux alentours, soit un potentiel de 2 280 habitants. Et de pouvoir ainsi accueillir des malades nécessitant des soins sur plusieurs jours. Le tout à un coût modique. La population va participer, à sa mesure (main d'œuvre non qualifiée et apport de matériaux présents sur place), aux différentes phases du chantier.

Objectifs

- Améliorer l'offre de soins aux populations
- Accueillir des malades sur plusieurs jours
- Offrir des soins à davantage de bénéficiaires

Nature de l'investissement

- Achat de matériaux
- Construction de deux salles de soins
- Construction de latrines

Montant accordé : 4 366 € sur un budget de 8 981 €

Association partenaire : *Epig (Ensemble pour les Indiens du Guatemala)*

Un réseau d'eau potable pour 4 villages

Lieu : 4 villages de la municipalité de Sao Miguel, île de Santiago, Cap Vert

Projet

L'accès à l'eau potable représente un défi majeur pour les dix îles du Cap-Vert, où la sécheresse est endémique. La saison des pluies ne dure que trois mois, avec des précipitations éparses. De plus le pays subit, depuis 2017, l'une des pires sécheresses de son histoire. Or plus de 30 % de la population dépend de l'agriculture pour survivre. Le Cap-Vert conduit alors de nombreux projets dans les énergies renouvelables : dessalement de l'eau de mer, réutilisation des eaux usées dans l'agriculture, etc.

L'Association *Cap-Vert Amiens*, qui intervient dans ce pays depuis plus de trente ans, notamment sur ce type de travaux, propose de raccorder 4 villages de l'île principale de Santiago à un réseau d'eau existant, situé à proximité. Ce qui représente 237 maisons et environ 1 000 bénéficiaires. Les habitants, qui s'approvisionnent actuellement à des bornes fontaines ou des camions-citernes, recevront ainsi l'eau potable directement à domicile. Autres avantages du projet : libérer les femmes et les jeunes des corvées d'eau - au profit de l'école pour ces derniers -, diminuer le coût de l'eau (grâce au tarif du réseau public), freiner l'exode rural. Les villageois seront aussi sensibilisés à la gestion raisonnée de l'eau. A moyen terme, l'objectif est d'engager un ambitieux chantier d'assainissement, dont les études seront menées lors de ce projet.

Objectifs

- Assurer l'accès à l'eau potable pour les familles
- Limiter les corvées d'eau pour les femmes et les enfants
- Diminuer le coût de l'approvisionnement
- Réduire le risque de maladies hydriques

Nature de l'investissement

- Achat des tuyaux de distribution d'eau (3,95 kms)
- Travaux de creusement et gros œuvre
- Installation des tuyaux

Montant accordé : 10 000 € sur un budget global de 100 000 €
Association partenaire : ACVA (*Association Cap-Vert Amiens*)

Rénovation de deux écoles primaires (avec cantine et eau courante)

Lieu : deux villages du district de Boualapha, province de Khammouane, sud Laos

Projet

Le Laos est l'un des pays les plus pauvres de l'Asie du sud-est : plus de 23% de la population y vit encore sous le seuil de pauvreté. La province de Khammouane, au sud-est du pays, est mal équipée (pas de gare, d'aéroport, ni d'université) d'où la difficulté pour les ménages d'accéder aux services de première nécessité, tels l'éducation. *Enfants d'Asie* a noué un partenariat de longue date avec le ministère de l'Éducation laotien et soutient de nombreuses écoles villageoises de ce district, le plus pauvre de cette région.

Il s'agit de rénover et agrandir deux écoles maternelles sur deux villages, avec eau potable, cantine et potager, au profit de 300 enfants potentiels. Mais le projet cible un public plus large, et propose des formations professionnelles à des adolescents, ainsi que des formations continues à quelque 600 jeunes filles peu scolarisées et villageoises non formées : métier d'institutrice, filage, tissage, couture... Les autorités offrent les terrains, les parents participent aux travaux (pose de clôture, tranchées pour les canalisations, potager) et à la cantine (apport de riz, préparation des repas) ; 30 familles volontaires vont lancer un élevage de grillons. Sans oublier le suivi régulier de séances de sensibilisation (hygiène, nutrition, travail des femmes). Un projet complet, qui répond aux principales problématiques locales.

Objectifs

- Favoriser l'accès durable à l'éducation des enfants de 6 à 11 ans
- Améliorer l'état sanitaire des enfants et familles
- Augmenter la scolarisation des filles
- Encourager l'émancipation des femmes

Nature de l'investissement

- Remise en état/ extension des deux écoles (pose plafond, réparation des bâtiments, travaux de peinture, construction d'une 3^e classe)
- Construction de cuisines, préaux/cantines, toilettes, jeux de plein air
- Installation de bornes-fontaines pour l'eau potable

Montant accordé : 7 500 € sur 17 550 € (pour une école), budget global : 117 250 € (plusieurs écoles)

Association partenaire : Sourires d'*Enfants*

Rénovation d'une école primaire

Lieu : village de Goundi, commune de Réo, centre - ouest du Burkina Faso

Contexte

65 % des élèves burkinabés achèvent leur scolarisation en primaire mais peu nombreux sont ceux à accéder au cycle secondaire, même les citadins. Et parallèlement, face à la très forte croissance démographique, de gros investissements matériels sont nécessaires pour accueillir les jeunes élèves dans de bonnes conditions. Or le gouvernement n'en a pas les moyens.

Le village de Goundi, fort de 7 344 habitants, illustre bien cette problématique. Une de ses trois écoles primaires, qui compte 512 élèves, est en très mauvais état : murs fissurés, sols dégradés, charpente laissant passer l'eau. Le projet, modeste mais essentiel, soutenu par l'*Afidesa* et supervisé sur place par un salarié de l'association, prévoit donc d'importants travaux de rénovation (réfection de la charpente, consolidation des sols et des murs) ainsi que l'achat de matériaux pour fabriquer du mobilier scolaire (tables-blancs).

Les travaux seront réalisés par des artisans locaux, et les parents d'élèves investissent dans ce chantier une somme importante, au regard de leurs revenus (200 000 Francs CFA, soit 300 euros). Ils assureront ensuite l'entretien et les petites réparations du bâtiment. Les bénéfices attendus ? Ils sont facilement mesurables : accroître la réussite scolaire des enfants, via un taux de passage en 6^e plus élevé, et augmenter la scolarisation des petites filles.

Objectifs

- Améliorer les conditions de scolarité des enfants
- Augmenter le taux de réussite scolaire
- Encourager la scolarisation des filles

Nature de l'investissement

- Achat de matériaux pour la rénovation d'un bâtiment de 3 classes
- Achat de matériaux pour fabriquer des tables-bancs

Montant accordé : 5 500 € sur un budget de 15 821 €

Association partenaire : *Afidesa* (Action finistérienne pour le Développement du Sanguié)

Construction d'un collège avec électricité, sanitaires et cantine

Lieu : commune de Némataba, sud de la Casamance, Sénégal

Contexte

Le système éducatif sénégalais est globalement de bonne qualité mais avec de grosses disparités locales. La population jeune est en plein essor, et certaines régions peinent à suivre en termes d'infrastructures éducatives. Tel est le cas de la Casamance, au sud du pays.

La commune rurale de Némataba possède ainsi un collège des plus sommaires, fait de paille et de bois, sans eau courante ni latrines. *MJVF*, implantée dans la région depuis onze ans, propose un projet avec plusieurs étapes. Tout d'abord, construire deux blocs de salles de classe en dur, électrifier le bâtiment à l'énergie solaire afin de permettre aux élèves de faire leurs devoirs le soir ; ensuite, équiper le bâtiment en sanitaires et en eau courante - l'eau potable et les latrines représentent un fort facteur d'attractivité pour les filles. Et enfin, clôturer le lieu et y créer une cantine « bio », alimentée en biogaz via un biodigesteur, avec une parcelle de maraîchage agroécologique qui sera cultivée par les parents d'élèves ; la production en surplus sera vendue, afin d'abonder les dépenses de fonctionnement du collège.

156 élèves, et à terme, 730 jeunes des environs, sont concernés. Sans oublier les 3 689 habitants de 5 villages. Ce projet présente l'avantage de réunir plusieurs volets interdépendants : éducation, santé, égalité des sexes et écologie.

Objectifs

- Offrir aux élèves de 11 à 16 ans la poursuite de leur scolarité
- Améliorer l'alimentation des élèves
- Favoriser la scolarisation des filles grâce à l'eau potable
- Protéger l'environnement

Nature de l'investissement

- Construction de deux salles de classe
- Construction de deux blocs de 2 latrines et d'un point d'eau
- Adduction d'eau potable
- Clôture du terrain (mur de 400 m)

Montant accordé : 5 200 € sur un budget de 62 051 €

Association partenaire : *MJVF (Mouvement de la Jeunesse Vélingaraise en France)*

Améliorer les ressources et lutter contre la sécheresse dans plusieurs villages

Lieu : villages du district de Karur, Etat du Tamil Nadu, Inde du Sud

Contexte

En Inde, 64 % de la population active dépend de l'agriculture pour gagner sa vie. Un chiffre qui s'élève à 80 % pour les femmes. Mais le secteur souffre de nombreux fléaux : mauvaise irrigation et dégradation des sols, sécheresse, déforestation, surpopulation. Un phénomène accentué par la pandémie, qui a forcé les travailleurs journaliers des villes à rentrer dans leurs villages. Le district de Karur, très agricole, cumule tous ces handicaps et peine à nourrir ses populations

Objectif France Inde, qui conduit depuis plus de vingt ans des programmes agricoles durables en partenariat avec deux ONG locales, propose alors à plusieurs villages un modèle qui a fait ses preuves. Tout d'abord, réhabiliter et construire des structures hydrauliques : puits, réservoirs, déversoirs. Puis planter plusieurs espèces d'arbres et substituer le vermicompost aux engrais chimiques, afin de fertiliser à nouveau la terre. Enfin créer des groupes d'entraide pour les femmes survivant sous le seuil de pauvreté, afin qu'elles puissent accéder au microcrédit et lancer une activité complémentaire de revenus, dérivée de l'agriculture. Sans oublier de nombreuses formations (maçonnerie, élevage de chèvre, production de légumes, comptabilité, etc). Cet ambitieux programme touche directement 700 personnes, dont 100 agriculteurs, et 3 500 autres (les familles) de façon indirecte.

Objectifs

- Impliquer les agriculteurs dans la préservation de l'eau et des sols
- Augmenter les revenus des agriculteurs
- Développer les revenus et l'autonomie des femmes
- Améliorer la fertilité des sols

Nature de l'investissement

- Rénovation des infrastructures hydrauliques (outils, matériel, travaux, main d'oeuvre)
- Plantation d'arbres
- Mise en place d'une unité de vermicompostage

Montant accordé : 16 706 € sur un budget de 55 554 €

Association partenaire : *Objectif France Inde*